

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES VITRY, CHAMPAGNE ET DER

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTÉ

SÉANCE DU 12 MAI 2026

L'an deux mille vingt-six le **12 mai à 18 H 00**, les membres du Conseil de Communauté VITRY, CHAMPAGNE ET DER se sont réunis dans le salon François 1^{er} - Hôtel de Ville à VITRY-LE-FRANÇOIS, sous la présidence de Monsieur Sébastien MIRGODIN, Président, suite à la convocation faite le 6 mai 2026, conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et affichée à la porte des Mairies de ABLANCOURT, ARZILLIERES-NEUVILLE, AULNAY-L'AITRE, BIGNICOURT-SUR-MARNE, BLACY, BLAISE-SOUS-ARZILLIERES, BREBAN, CHAPELAINE, CHATELRAOULD-SAINT-LOUVENT, COOLE, CORBEIL, COURDEMANGES, COUVROT, DROUILLY, FRIGNICOURT, GLANNES, HUIRON, HUMBAUVILLE, LA CHAUSSEE-SUR-MARNE, LE MEIX-TIERCELIN, LES RIVIERES-HENRUEL, LIGNON, LOISY-SUR-MARNE, MAISONS-EN-CHAMPAGNE, MARGERIE-HANCOURT, MAROLLES, PRINGY, SAINT-CHERON, SAINT-OUEN-DOMPROT, SAINT-UTIN, SOMPUIS, SOMSOIS, SONGY, SOULANGES et VITRY-LE-FRANÇOIS, le même jour.

Etaient présents : MM. JUNG, REMY, FORMET, NEMBRINI, FORTIN, VEBER, DHYÈVRE, PASIAN (suppléant de M. THIEBAULT), Mmes LEROY-DUCARDONNOY, TRUMAUT, MM. COTTON, DELCOMBEL, Mmes FEIGRE, FELICETTI, M. TROLIO, Mmes ASLOUDJ, ROYER, ARMANETTI, MM. PETIT, DUGOIS, CHAMPION, GÉRARD, DESANLIS, Mme HERMONVILLE, MM. POIRISSE, DURAND (suppléant de Mme GEOFFROY), NOBLET, Mmes ROBIN, PÉPIN, MM. JEAN, ROYER, GUÉLORGET, LEPAGE, PASSINHAS, BONETTI, MIRGODIN, Mme HUILLET, M. BLONDEAU, Mme OFLAZOGLU, M. LEVASSEUR, Mmes GUÉRINOT, THOMAZÉ, M. MARQUET, Mme MOREAU, M. VIGNEAU, Mme BOBLIQUE, M. HOUDAYER, Mme CAILLAU, M. JOURNAUX, Mmes BLAND, BUCHHEIT, MM. TRIOLET (à partir de 18h08), ROCH, SIMONNOT.

Absents excusés : MM. CAPPÉ, MAUTRAIT, Mme MUNSTER, M. GONTHIER, Mme BLOND, MM. BOURA, GRANDHOMME, VILARD.

8 pouvoirs ont été déposés sur le bureau de Monsieur le Président :

- ✓ M. CAPPÉ, en l'absence de son suppléant donne pouvoir à M. FORMET,
- ✓ M. MAUTRAIT, en l'absence de son suppléant donne pouvoir à M. DELCOMBEL,
- ✓ Mme MUNSTER donne pouvoir à M. GÉRARD,
- ✓ M. GONTHIER donne pouvoir à M. LEVASSEUR,
- ✓ Mme BLOND donne pouvoir à Mme. BOBLIQUE,
- ✓ M. BOURA donne pouvoir à Mme OFLAZOGLU,
- ✓ M. GRANDHOMME donne pouvoir à M. BLONDEAU,
- ✓ M. VILARD donne pouvoir à M. TRIOLET (à partir de 18h08).

Secrétaire de séance : M. Olivier DELCOMBEL.

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

CRÉATION DE LA COMMISSION DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC ET DÉSIGNATION DE SES MEMBRES

Rapporteur : Monsieur Jean-Pierre FORMET

Les collectivités territoriales, leurs groupements ou leurs établissements publics peuvent confier la gestion d'un service public, dont elles ont la responsabilité, à un ou plusieurs opérateurs économiques par une convention de délégation de service public.

Dans ce cadre, une commission analyse les dossiers de candidature et dresse la liste des candidats admis à présenter une offre. Elle procède à l'analyse des offres et émet un avis sur celles-ci. Elle est également consultée, pour avis, sur tout projet d'avenant à une convention de délégation de service public entraînant une augmentation du montant global supérieure à 5 %.

Suite au renouvellement intégral du conseil communautaire, à son installation et à l'élection de son Président par délibération en date du 1^{er} avril 2026, il convient de procéder à la désignation des membres de cette commission pour la durée du mandat.

Dès lors qu'il s'agit d'un établissement public de coopération intercommunale, la commission évoquée ci-dessus est constituée par :

- son Président : le Président ou son représentant ;
- 5 membres titulaires issus du Conseil de Communauté ;
- 5 membres suppléants.

Tous ces membres sont élus à la représentation proportionnelle au plus fort reste.

A l'occasion des réunions de la commission, son président peut inviter le comptable de la collectivité et un représentant du ministre chargé de la concurrence à participer avec voix consultative. Leurs observations sont consignées au procès-verbal de la séance.

De la même façon, le président de la commission peut désigner des personnalités ainsi qu'un ou plusieurs agents de la collectivité, en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet de la délégation de service public, pour participer à la commission avec voix consultative.

L'élection des membres titulaires et des suppléants a lieu selon le principe de scrutin de liste, sans panachage, ni vote préférentiel. Les listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir. En cas d'égalité de restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. Si les listes en cause ont également recueilli le même nombre de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus.

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 1411-1, L. 1411-5, L. 1411-6 et L. 2121-21,

Vu le code de la commande publique,

Je vous propose, après en avoir délibéré, de bien vouloir :

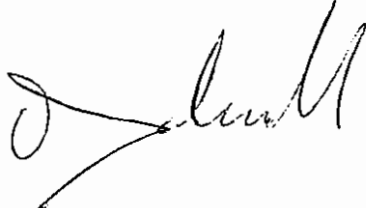
1°/ décider de la création de la commission de délégation de service public à titre permanent ;

2°/ proclamer élus, afin de siéger au sein de la commission de délégation de service public, les membres suivants :

- **Titulaires :**
 - Monsieur René MAUTRAIT
 - Monsieur Olivier DELCOMBEL
 - Monsieur Michel CAPPÉ
 - Monsieur Jean-Pierre FORMET
 - Monsieur Brice GRANDHOMME
- **Suppléants :**
 - Madame Muriel ARMANETTI
 - Madame Virginie BLAND
 - Monsieur Aurélien PETIT
 - Monsieur Patrice HOUDAYER
 - Madame Betty CAILLAU

La délibération est adoptée
à l'unanimité des membres
du Conseil de Communauté.

Le secrétaire de séance,
Olivier DELCOMBEL



POUR EXTRAIT CONFORME,
LE PRESIDENT,
Sébastien MIRGODIN



Certifié exécutoire par le Président compte tenu
de la transmission en Sous-Préfecture le 15 MAI 2026
et de la publication le
ou de la notification du 15 MAI 2026

Signature
Pour le Président,
Par délégation,
La Directrice Générale des Services

Catherine PELLIS

Pour la Directrice Générale
des Services empêchée,
Le Directeur Général Adjoint des Services
Alexandre CULLEMAN

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.